

Des investissements dans les bombes à sous-munitions continuent, malgré l'interdiction internationale

Présentation des “key findings” dans le rapport “Worldwide investments in Cluster Munitions; a shared responsibility”

Dans le monde entier, 166 institutions financières privées et publiques continuent d'investir 39 milliards d'USD dans des producteurs des bombes à sous-munitions – pourtant interdites selon une législation internationale, de la même façon que les mines terrestres. Certains membres de l'UE, comme la Belgique, l'Irlande ou le Luxembourg, sont des précurseurs au niveau mondial en adoptant des lois qui interdisent le financement des bombes à sous-munitions. Un tel cadre législatif reste absent dans de nombreux autres pays et auprès de nombreuses banques. Dans l'EU c'est le cas en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. “Mais la Belgique hésite encore à mettre définitivement en œuvre la loi. Ainsi, notre pays risque de perdre son rôle de précurseur,” s'inquiète Esther Vandembroucke, auteur du rapport.

Des gens meurent toujours à cause des bombes à sous-munitions. En avril, l'armée Libyenne a utilisé des bombes à sous-munitions contre des propres citoyens à Misrata. Les munitions du type MAT 20 ont été fabriquées par l'entreprise Instalaza SA en 2007. Pendant cette période, le producteur d'armes bénéficiait de prêts accordés par la Deutsche Bank, la Barclays et 8 banques espagnoles. Suite à la signature par l'Espagne du traité international contre les bombes à sous-munitions, Instalaza ne produit plus ce type de munitions aujourd'hui.

Le rapport mentionne 166 institutions financières au total, ayant investi environ 39 milliards d'euros auprès de huit producteurs des bombes à sous-munitions. Le nouveau rapport révèle que 26 institutions financières dans l'UE – depuis le 1er mai 2008 – ont des intérêts financiers dépassant 3 milliards d'euros dans les activités de producteurs de bombes à sous-munitions. Ces institutions financières se trouvent tous dans des pays où une législation est prise en considération, comme au Royaume-Uni, en France, en Espagne, en Italie et en Allemagne.

“La législation internationale interdit clairement l'usage des bombes à sous-munitions. Mais certaines grandes banques européennes, comme la Deutsche Bank et la Royal Bank of Scotland (RBS) continuent de grassement financer certaines entreprises produisant ces armes prohibées.

Ces banques font partie de notre 'Hall of Shame', " dit Esther Vandenbroucke, auteur du rapport. "Nous appelons les États-membres de l'UE et les leaders politiques à adopter une loi qui interdirait ce genre d'investissements meurtriers."

Exemples pertinents

Néanmoins, il existe des alternatives. Ethias (Belge) fait partie du 'Hall of Fame', une liste de 23 institutions bancaires développant une politique novatrice visant à l'arrêt du financement des bombes à sous-munitions. Toutes les banques de cette liste sont, à une exception près, d'origine européenne.

Les banques qui tentent d'empêcher ce type d'investissements nuisibles mais où la politique montre encore des lacunes font partie de la catégorie dite de 'Runners Up'. Dans cette catégorie, on retrouve un certain nombre de banques actives en Belgique: Dexia, KBC, ING, BNP Paribas, Axa en Rabobank. 22 des 24 banques présentes dans cette liste sont issues de l'UE.

Convention sur les bombes à sous-munitions

La Convention sur les bombes à Sous-munitions est entrée en vigueur le 1er août dernier. Depuis cette date les bombes à sous-munitions sont officiellement interdites. En mai 2011, 108 pays avaient signé le traité, et 57 pays l'avaient ratifié. Le texte interdit la production, l'utilisation, le stockage et le transfert des bombes à sous-munitions, tout comme soutenir des tiers de le faire. Selon le Cluster Munition Coalition et un nombre croissant de gouvernements, l'interdiction de soutenir des tiers devrait s'accompagner d'une interdiction d'investir dans les bombes à sous-munitions. 128 institutions financières qui investissent dans les bombes à sous-munitions viennent de pays qui n'ont toujours pas signé le traité – dont les Etats-Unis, la Chine et le Singapour.

Le rapport « Worldwide Investments in Cluster Munitions; a shared responsibility » est publié aujourd'hui par Netwerk Vlaanderen et IKV Pax Christi (Pays-bas). Les deux organisations sont membres du Cluster Munition Coalition (CMC). Le rapport est un instrument destiné aux campaigners visant à sensibiliser les politiciens et institutions financières et à les convaincre d'éradiquer la production des bombes à sous-munitions. La recherche sur les investissements et les sous-munitions a été exécuté par Profundo.

Le rapport est disponible sur www.netwerkvlaanderen.be/fr/clustermunitions.